

RÉSOLUTIONS

1985/47. Exploitations minières de petites dimensions

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1535 (XLIX) du 27 juillet 1970, où figure le mandat du Comité des ressources naturelles, et particulièrement l'alinéa g du paragraphe 4,

Considérant la contribution effective que les exploitations minières et carrières de petites dimensions apportent au développement économique et social de certains pays, notamment comme sources d'emplois et de développement régional,

Notant que, dans certains pays en développement, une grande partie de l'industrie minière est le fait de petites exploitations, qui ont souvent à faire face à des problèmes spéciaux, parmi lesquels le manque d'engins mécanisés, le manque de connaissances spécialisées touchant la prospection des petits gisements et leur exploitation, des structures juridiques qui, dans certains pays, diffèrent de celles de la grande industrie minière, et différentes particularités de commercialisation,

Notant aussi que les pays en développement pourraient gagner à un échange d'informations sur tous les aspects de la prospection, de l'évaluation, de la mise en valeur et de l'exploitation des petits gisements et que la poursuite des études concernant les problèmes d'infrastructure, d'équipement et d'exploitation constituerait un facteur important pour la détermination de l'échelle optimale de l'exploitation minière,

Tenant compte des débats que le Comité des ressources naturelles a consacrés, à ses trois dernières sessions, aux matières premières des engrais et aux ressources en minéraux non métalliques,

1. *Recommande* que le Comité des ressources naturelles, à sa onzième session, examine la question des exploitations minières de petites dimensions dans le cadre de ses débats sur les ressources minérales;

2. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte des exploitations minières de petites dimensions, lorsqu'il rédigera les rapports destinés à la onzième session du Comité, rapports qui devront comprendre une étude d'ensemble de ce type d'exploitations minières et une évaluation de l'expérience acquise dans le cadre des projets de coopération technique;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de chercher à identifier des exploitations minières de petites dimensions qui pourraient servir de projets de démonstration pour la formation et pour la mise au point de nouvelles conceptions de l'industrie extractive à petite échelle,

conformément aux priorités et plans nationaux de développement, et de rendre compte au Comité des ressources naturelles à sa onzième session;

4. *Invite instamment* les gouvernements à faire tenir au Secrétaire général à une date rapprochée des informations et des rapports sur les exploitations minières de petites dimensions de leurs pays respectifs.

52^e séance plénière
25 juillet 1985

1985/48. Ressources minérales

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'insaturation d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant les principes d'action dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles adoptés par le Comité des ressources naturelles à sa deuxième session¹,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les tendances et les principaux problèmes dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales²,

Reconnaissant la situation difficile des pays exportateurs de matières premières et les incidences négatives de cette situation, en particulier pour les pays en développement,

1. *Prie* le Comité des ressources naturelles d'examiner à sa dixième session les tendances et principaux problèmes à court terme et à long terme dans le domaine des ressources minérales;

2. *Prie également* le Comité d'examiner les moyens d'accroître l'efficacité du secteur des industries extractives, notamment en développant l'exploitation et le traitement des coproduits et des sous-produits.

52^e séance plénière
25 juillet 1985

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, Supplément n° 5 (E/5097 et Corr.1), par. 20.

² E/C.7/1985/2.